

**Arrêté n° 546/22  
portant autorisation de pose d'enseignes sous réserve**

LE MAIRE DE LA VILLE DE SELESTAT

- VU** la demande n° AP 067 462 22 0011 réceptionnée et déclarée complète le 17 mars 2022 en Mairie de Sélestat, présentée par Madame Katia KAEMPF pour l'implantation de trois enseignes (deux enseignes parallèles et une enseigne drapeau) « BYKA Concept» au 3 place d'Armes,
- VU** l'avis favorable assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France réceptionné en Mairie de Sélestat en date du 11 avril 2022,
- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L581-18, R581-9 à R581-13, R581-58 à R581-65.
- VU** le Règlement Local de Publicité de Sélestat approuvé en date du 27 octobre 2016 et entré en vigueur en date du 3 novembre 2016,

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L581-14-2 du Code de l'environnement, l'autorité de police de la publicité est le Maire lorsqu'un Règlement Local de Publicité est en vigueur,

**CONSIDERANT** que l'immeuble où sont projetées les enseignes faisant l'objet de la demande précitée est situé à moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité de plusieurs immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et, qu'en conséquence, le projet présenté doit faire l'objet de l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France prévu par l'article R581-16-II-1° du Code de l'environnement,

**CONSIDERANT** que l'Architecte des Bâtiments de France donne son accord au projet sous réserve de respecter les prescriptions suivantes :

- *les tôles tablettes seront posées au nu des jambages en pierre et de la sablière en bois, sans débord.*
- *limiter l'impact visuel en façade de l'alimentation électrique (câbles, goulottes...).*

**CONSIDERANT** que l'article 3.1.3 du Règlement Local de Publicité de Sélestat dispose que « *deux enseignes parallèles ou une enseigne parallèle et une enseigne perpendiculaire peuvent être installées par établissement* ».

## **a r r ê t e :**

### **ARTICLE 1 :**

L'installation des enseignes faisant l'objet de la demande précitée, selon les descriptifs et plans joints à cette demande, est autorisée sous réserve :

- de n'installer que deux des trois enseignes projetées.
- de poser les tôles tablettes au nu des jambages en pierre et de la sablière en bois, sans débord.
- De limiter l'impact visuel en façade de l'alimentation électrique (câbles, goulottes...).

### **ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Ville de Sélestat (Mairie de Sélestat – 9 place d'Armes – 67600 Sélestat) dans le délai de deux mois à compter de sa notification,
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg (par courrier : 31 avenue de la Paix, BP 51038, 67070 STRASBOURG Cedex – par voie électronique, via le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr>) dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg (par courrier : 31 avenue de la Paix, BP 51038, 67070 STRASBOURG Cedex – par voie électronique, via le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr>) après un recours gracieux, dans un délai de deux mois à compter de la réponse de l'administration ou en cas d'absence de réponse pendant deux mois, valant rejet implicite, dans un délai de deux mois suivant ce rejet implicite.

### **ARTICLE 3:**

L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France rendu le 11 avril 2022 est annexé au présent arrêté.

### **ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

AJ/FK

Sélestat, le 12 mai 2022,

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint Suppléant,



Jacques MEYER  
1<sup>er</sup> Adjoint au Maire en charge du Patrimoine  
et des Grands Travaux

### **copie transmise à :**

*M<sup>me</sup> la Sous-Préfète de l'Arrondissement de Sélestat-Erstein,  
M. le Président du Tribunal de proximité,  
M<sup>me</sup> Geneviève MULLER-STEIN, Adjointe au Maire  
M. Robert ENGEL, Conseiller Municipal Délégué  
Service Affaires Juridiques  
M<sup>me</sup> Carmen KOEGLER, DUHPVE  
Le demandeur*